

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1239 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, openbare zitting van 30 januari 2019.

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/202569]

### 2 MAI 2019. — Décret modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable et le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 30 du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, abrogé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017 modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 30. Le logement d'utilité publique appartenant à une commune ou un CPAS qui n'a pas bénéficié d'une aide en vue de sa création ou de sa rénovation en tant que logement de transit et le logement d'utilité publique appartenant à une commune ou un CPAS autre que le logement de transit qui a bénéficié d'une aide pour sa création ou sa rénovation et dont la durée d'affectation imposée est arrivée à terme peut être reconnu en tant que logement de transit selon les modalités déterminées par le Gouvernement. ».

**Art. 2.** L'article 31 du même Code, abrogé par le décret du 1<sup>er</sup> juin 2017 modifiant le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 31. Lorsqu'une aide est octroyée à une personne morale en exécution du programme visé à l'article 188, l'octroi de l'aide, pour les opérations visées à l'article 29, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, est subordonnée au respect des conditions suivantes :

1<sup>o</sup> La personne morale soumet, pour approbation, l'avant-projet urbanistique et architectural relatif à la conception des logements, bâtiments et équipements à créer, réhabiliter, restructurer, améliorer ou conserver selon les conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement;

2<sup>o</sup> Les décisions arrêtant les conditions des marchés publics de travaux, fournitures et services dont le montant est supérieur à celui fixé en application de l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics sont soumises pour approbation selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement.

Toute décision portant sur l'attribution des marchés susvisés peut être suspendue ou annulée selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement;

3<sup>o</sup> Toute décision portant sur l'attribution des marchés publics de travaux, fournitures et services dont le montant est égal ou inférieur à celui fixé en application de l'article 42, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics peut être suspendue ou annulée selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement;

4<sup>o</sup> Par décision motivée, en fonction de l'ampleur de l'objet du marché et du résultat de l'audit réalisé auprès de la personne morale, les décisions portant sur le choix du mode de passation, l'arrêt des conditions et l'attribution des marchés peuvent être soumis à des avis supplémentaires selon les conditions et modalités déterminées par le Gouvernement. ».

**Art. 3.** Dans le même Code, l'intitulé de la sous-section 1 de la section 8 du Chapitre I du Titre III est remplacé par ce qui suit : « Sous-section 1 - Du Comité d'audit interne. ».

**Art. 4.** L'article 112 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 112. § 1<sup>er</sup>. Conformément aux dispositions de l'article 15<sup>quater</sup> du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public inséré par le décret du 29 mars 2008 modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés, le Conseil d'administration de la Société constituée en son sein un Comité d'audit portant la dénomination « Comité d'audit interne ».

Le Comité d'audit interne est composé de trois membres issus du Conseil d'administration.

Le président du Comité d'audit interne est désigné par les membres du Comité.

Au moins un membre du Comité d'audit interne dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Directeur général de la Société et le Directeur général adjoint sont invités aux réunions, avec voix consultative.

§ 2. Le Comité d'audit interne est assisté par :

- 1° un représentant de la Cour des Comptes;
- 2° les réviseurs désignés conformément à l'article 116;
- 3° les commissaires du Gouvernement, dans les conditions fixées à l'article 115, § 4;
- 4° un membre de la Cellule d'Information financière;

5° deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein du Département de la Trésorerie du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication et de l'Inspection des Finances.

§ 3. Le Conseil d'administration définit les missions du Comité d'audit interne, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au Conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels a contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit interne a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et la présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par les commissaires du Gouvernement;

5° la formulation d'avis, de recommandations et de propositions à destination du Conseil d'administration qu'il conseille en matière de gestion financière.

Le Comité d'audit interne fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels.

§ 4. Le mode de fonctionnement du Comité d'audit interne ainsi que la rémunération de ses membres sont définis dans les statuts de la Société.

Le nombre de réunions du Comité d'audit interne donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser trois par an. ».

**Art. 5.** L'article 113 du même Code est abrogé.

**Art. 6.** L'article 114 du même Code est abrogé.

**Art. 7.** Dans le même Code, l'intitulé du point F. de la sous-section 4 de la section 1 du Chapitre III du Titre III est remplacé par ce qui suit : « F. Du Comité d'audit interne. ».

**Art. 8.** L'article 175.12 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 175.12. Conformément aux dispositions de l'article 15<sup>quater</sup> du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public inséré par le décret du 29 mars 2008 modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés, le Conseil d'administration de la Société constitue en son sein un Comité d'audit portant la dénomination de Comité d'audit interne.

Le Comité d'audit interne est composé de trois membres issus du Conseil d'administration.

Le président du Comité d'audit interne est désigné par les membres du Comité.

Au moins un membre du Comité d'audit interne dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Directeur général de la Société est invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 2. Le Comité d'audit interne est assisté par :

- 1° un représentant de la Cour des Comptes;
- 2° les réviseurs désignés conformément à l'article 175.15;
- 3° les commissaires du Gouvernement, dans les conditions fixées à l'article 175.16;
- 4° un membre de la Cellule d'Information financière;

5° deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein du Département de la Trésorerie du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication et de l'Inspection des Finances.

§ 3. Le Conseil d'administration définit les missions du Comité d'audit interne, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au Conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels a contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit interne a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et la présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par les commissaires du Gouvernement;

5° la formulation d'avis, de recommandations et de propositions à destination du Conseil d'administration qu'il conseille en matière de gestion financière.

Le Comité d'audit interne fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels.

§ 4. Le mode de fonctionnement du Comité d'audit interne ainsi que la rémunération de ses membres sont définis dans les statuts de la Société.

Le nombre de réunions du Comité d'audit interne donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser trois par an. ».

**Art. 9.** L'article 185*bis* du même Code, tel que modifié par le décret-programme du 17 juillet 2018 portant des mesures diverses en matière d'emploi, de formation, d'économie, d'industrie, de recherche, d'innovation, de numérique, d'environnement, de transition écologique, d'aménagement du territoire, de travaux publics, de mobilité et de transports, d'énergie, de climat, de politique aéroportuaire, de tourisme, d'agriculture, de nature, de forêt, des pouvoirs locaux et de logement est remplacé par ce qui suit :

« Art. 185*bis*. § 1<sup>er</sup>. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité des opérations à constater dans les comptes annuels au regard notamment du Code des sociétés et des statuts de la Société est confié à un ou plusieurs réviseurs et à un représentant de la Cour des Comptes, agissant collégalement.

§ 2. Le ou les réviseurs sont nommés par l'assemblée générale, parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des réviseurs d'entreprises. Le représentant de la Cour des Comptes est désigné sur la proposition de cette dernière par l'assemblée générale.

§ 3. Le rapport visé à l'article 143 du Code des sociétés est transmis, en même temps qu'au conseil d'administration de la Société, au Gouvernement. ».

**Art. 10.** Dans le même Code, il est inséré un article 185*ter* rédigé comme suit :

« Art. 185*ter*. Conformément aux dispositions de l'article 15*quater* du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public inséré par le décret du 29 mars 2008 modifiant les décrets du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public en vue de prévenir les conflits d'intérêts et d'assurer la transparence des activités et des revenus privés, le Conseil d'administration du Fonds constitue en son sein un Comité d'audit portant la dénomination de Comité d'audit interne.

Le Comité d'audit interne est composé de trois membres issus du Conseil d'administration.

Le président du Comité d'audit interne est désigné par les membres du Comité.

Au moins un membre du Comité d'audit interne dispose d'une expérience pratique ou de connaissances techniques en matière de comptabilité ou d'audit.

Le Directeur général du Fonds est invité aux réunions, avec voix consultative.

§ 2. Le Comité d'audit interne est assisté par :

1° un représentant de la Cour des Comptes;

2° les réviseurs désignés conformément à l'article 185*bis* ;

3° les commissaires du Gouvernement, dans les conditions fixées à l'article 185;

4° un membre de la Cellule d'Information financière;

5° deux représentants de la Région, désignés par le Gouvernement au sein du Département de la Trésorerie du Service public de Wallonie Budget, Logistique et Technologies de l'Information et de la Communication et de l'Inspection des Finances.

§ 3. Le Conseil d'administration définit les missions du Comité d'audit interne, lesquelles comprennent au minimum les missions suivantes :

1° la communication au Conseil d'administration d'informations sur les résultats du contrôle légal des comptes annuels et d'explications sur la façon dont le contrôle légal des comptes annuels a contribué à l'intégrité de l'information financière et sur le rôle que le Comité d'audit interne a joué dans ce processus;

2° le suivi du processus d'élaboration de l'information financière et la présentation de recommandations ou de propositions pour en garantir l'intégrité;

3° le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'organisme ainsi que le suivi de l'audit interne et de son efficacité;

4° le suivi du contrôle légal des comptes annuels, en ce compris le suivi des questions et recommandations formulées par les commissaires du Gouvernement;

5° la formulation d'avis, de recommandations et de propositions à destination du Conseil d'administration qu'il conseille en matière de gestion financière.

Le Comité d'audit interne fait régulièrement rapport au Conseil d'administration sur l'exercice de ses missions, au moins lors de l'établissement par celui-ci des comptes annuels.

§ 4. Le mode de fonctionnement du Comité d'audit interne ainsi que la rémunération de ses membres sont définis dans les statuts du Fonds.

Le nombre de réunions du Comité d'audit interne donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser trois par an. ».

**Art. 11.** Dans l'article 191, § 2, point B., alinéa 3, du même Code, les mots « de sa notification à la personne morale qui a sollicité son agrément » sont remplacés par les mots « déterminée par le Gouvernement ».

**Art. 12.** Dans le même Code, il est inséré un article 192/1 rédigé comme suit :

« Art. 192/1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement reconnaît une Fédération représentative de chaque type d'organismes à finalité sociale visés à l'article 191.

§ 2. Pour être reconnue par le Gouvernement chaque Fédération représentative répond aux conditions suivantes :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif;

2° connaître en qualité de membres effectifs au moins 60 % des organismes à finalité sociale agréés du secteur qu'elle représente, à savoir soit les agences immobilières sociale, soit les associations de promotion du logement soit les régies de quartiers;

3° disposer expressément dans ses statuts qu'elle a pour objet social de représenter soit les agences immobilières sociales, soit les associations de promotion du logement, soit les régies des quartiers, de défendre leurs intérêts et promouvoir les activités de leur secteur.

§ 3. Les demandes de reconnaissance sont adressées au Gouvernement par pli recommandé ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi. Il statue dans les deux mois après avoir examiné si les conditions prévues par le paragraphe 2 sont remplies.

§ 4. La Fédération poursuit les missions suivantes :

1° représenter ses membres auprès des instances politiques et institutionnelles ainsi qu'auprès du Fonds, en y faisant entendre une voix concertée du secteur;

2° relayer les préoccupations de ses membres au sein des instances de concertation sociale;

3° l'organisation de formations au bénéfice de ses membres;

4° l'échange d'informations, de statistiques ou de bonnes pratiques entre ses membres, au sein de son secteur, avec les autres secteurs, avec des associations ou organisations similaires dans les Régions ou Communautés limitrophes ou dans d'autres pays.

§ 5. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement accorde une subvention annuelle à chaque Fédération représentative.

Cette subvention est accordée si la Fédération représentative transmet un rapport annuel d'activité ainsi que les pièces justificatives au Gouvernement dans les délais fixés par celui-ci.

§ 6. La fédération représentative se soumet au contrôle des services du Gouvernement qu'il désigne.

§ 7. Le Gouvernement peut suspendre, pour une durée de trois mois renouvelable une fois, la reconnaissance d'une fédération représentative lorsque les conditions prévues au § 2 ne sont plus remplies. Après expiration du délai de suspension, si les conditions précitées ne sont toujours pas remplies, le Gouvernement peut retirer sa reconnaissance. ».

**Art. 13.** A l'article 200/1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Comité d'audit » sont chaque fois remplacés par les mots « Comité d'audit « logement »;

2° il est inséré un paragraphe 7 rédigé comme suit :

« § 7. La composition, le mode de fonctionnement et la rémunération des membres des Comités d'audit « logement » sont définis dans les statuts de chacun des organismes concernés.

Pour chacun des Comités d'audit, le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser quatre par an. ».

**Art. 14.** A l'article 200/1 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Comité d'audit » sont chaque fois remplacés par les mots « Comité d'audit « logement ».

2° il est complété par un paragraphe 9 rédigé comme suit :

« § 9. La composition, le mode de fonctionnement et la rémunération des membres des Comités d'audit visés au paragraphe premier sont définis dans les statuts de chacun des organismes concernés.

Pour chacun des Comités d'audit, le nombre de réunions donnant lieu à l'octroi d'un jeton de présence ne peut pas dépasser quatre par an. ».

## CHAPITRE II. — *Dispositions modifiant le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation*

**Art. 15.** Le Chapitre II du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, est complété par une section 15 intitulée « Section 15 - Résolution des conflits ».

**Art. 16.** Dans le même décret, il est inséré un article 51/1 rédigé comme suit :

« Art. 51/1. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la saisine d'une juridiction, les parties peuvent régler leur différend à l'amiable en recourant à des processus de règlements alternatifs tels que la médiation, l'arbitrage ou la conciliation.

§ 2. Les parties peuvent convenir de soumettre leur différend à un arbitre après la naissance du différend.

Toute clause d'arbitrage convenue avant la naissance du différend est réputée non écrite. ».

**Art. 17.** Dans l'article 91, alinéa 2, du même décret, modifié par le décret du 21 juin 2018 visant à modifier l'article 57 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation en vue de supprimer la formule d'indexation de loyers applicable aux baux à résidence principale en cours au 1<sup>er</sup> avril 2016, les mots " Pour les baux en cours au 31 mars 2018 « sont remplacés par les mots " Pour les baux en cours au 1<sup>er</sup> avril 2016 ».

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

**Art. 18.** Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2019, à l'exception de l'article 17 qui produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique  
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi  
et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,  
de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine  
et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,

V. DE BUE

—  
Note

(1) Session 2018-2019.

Documents du Parlement wallon, 1313 (2018-2019) N<sup>os</sup> 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/202569]

**2. MAI 2019 — Dekret zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse und des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag (1)**

Artikel 1. Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

**KAPITEL I — Bestimmungen zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse**

**Art. 2** - Artikel 30 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, aufgehoben durch das Dekret vom 1. Juni 2017 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

„Art. 30. Die gemeinnützige Wohnung, die einer Gemeinde oder einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gehört, für deren Schaffung oder Renovierung als Übergangswohnung keine Beihilfe gewährt wurde, und die gemeinnützige Wohnung, die einer Gemeinde oder einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gehört und keine Übergangswohnung ist, für deren Schaffung oder Renovierung eine Beihilfe gewährt wurde, und deren auferlegte Dauer der Zweckbestimmung abgelaufen ist, kann nach den von der Regierung bestimmten Modalitäten als Übergangswohnung anerkannt werden.“.

**Art. 3** - Artikel 31 desselben Gesetzbuches, aufgehoben durch das Dekret vom 1. Juni 2017 zur Abänderung des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, wird in der folgenden Fassung wiederhergestellt:

« Art. 31. Wenn eine Beihilfe in Ausführung des in Artikel 188 erwähnten Programms einer juristischen Person gewährt wird, unterliegt die Gewährung der Beihilfe für die in Artikel 29 § 1 Ziffer 1 genannten Maßnahmen der Einhaltung folgender Bedingungen:

1° die juristische Person unterbreitet unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Bedingungen und Modalitäten den städtebaulichen und architektonischen Vorentwurf betreffend das Konzept der zu schaffenden, zu sanierenden, umzugestaltenden, zu verbessernden oder zu erhaltenden Wohnungen, Gebäude und Ausrüstungen zur Genehmigung;

2° die Beschlüsse zur Festsetzung der Bedingungen der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, deren Betrag denjenigen übertrifft, der in Anwendung von Artikel 42, § 1, Ziffer 1<sup>o</sup> Buchstabe a des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge festgelegt wird, werden unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Bedingungen und Modalitäten zur Genehmigung unterbreitet.

Jeder Beschluss bezüglich der Vergabe der oben genannten Aufträge kann unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Bedingungen und Modalitäten ausgesetzt oder für nichtig erklärt werden.

3° Jeder Beschluss über die Vergabe der öffentlichen Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge, mit einem Betrag gleich oder unter demjenigen, der in Anwendung von Artikel 42, § 1, Ziffer 1° Buchstabe a des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge festgelegt wird, kann unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Bedingungen und Modalitäten ausgesetzt oder für nicht erklärt werden;

4° Durch einen begründeten Beschluss können, je nach dem Umfang des Auftragsgegenstands und dem Ergebnis des bei der juristischen Personen organisierten Audits, die Beschlüsse über die Wahl des Vergabeverfahrens, die Festlegung der Bedingungen und die Zuschlagserteilung, unter Beachtung der von der Regierung bestimmten Bedingungen und Modalitäten zusätzlichen Stellungnahmen unterworfen werden.”.

**Art. 4** - In demselben Gesetzbuch wird die Überschrift von Unterabschnitt 8 von Kapitel I von Titel III durch Folgendes ersetzt: "Unterabschnitt 1 - Interner Auditausschuss".

**Art. 5** - Artikel 112 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 112. § 1. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 15<sup>quater</sup> des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018 zur Abänderung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, bildet der Verwaltungsrat der Gesellschaft in seiner Mitte zwecks Vermeidung der Interessenkonflikte und zur Gewährleistung der Transparenz der Aktivitäten und der Privateinnahmen einen Auditausschuss, der die Bezeichnung "interner Auditausschuss" erhält.”

Der interne Auditausschuss setzt sich aus drei Mitgliedern aus dem Verwaltungsrat zusammen.

Der Vorsitzende des internen Auditausschusses wird von den Mitgliedern des Ausschusses bezeichnet.

Mindestens ein Mitglied des internen Auditausschusses verfügt über eine praktische Erfahrung oder Fachkenntnisse im Bereich der Buchführung oder des Audits.

Der Generaldirektor der Gesellschaft und der beigeordnete Generaldirektor werden zu den Versammlungen mit beratender Stimme geladen.

§ 2. Der interne Auditausschuss wird unterstützt von:

1° einem Vertreter des Rechnungshofes;

2° den gemäß Artikel 116 bezeichneten Revisoren;

3° den Kommissaren der Regierung unter den in Artikel 115 § 4 festgesetzten Bedingungen;

4° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen;

5° zwei Vertretern der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilung Kassenwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie und der Finanzinspektion bestellt werden.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestimmt die Aufgaben des internen Auditausschusses, die mindestens die folgenden Aufgaben umfassen:

1° die Mitteilung an den Verwaltungsrat von Informationen über die Ergebnisse der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und von Erklärungen über die Art und Weise wie die gesetzliche Kontrolle des Jahresabschlusses zur Integrität der finanziellen Information beigetragen hat, und über die Rolle, die der interne Auditausschuss im Verfahren gespielt hat;

2° die Überwachung des Prozesses zur Erstellung der finanziellen Information und Vorstellung von Empfehlungen oder Vorschlägen, um deren Unversehrtheit zu gewährleisten;

3° die Überwachung der Effizienz der Systeme für die interne Kontrolle und das Risikomanagement der Einrichtung sowie der Überwachung des internen Audits und dessen Effizienz;

4° die Überwachung der gesetzlichen Kontrolle der Jahresabrechnungen, einschließlich der Weiterbehandlung der von den Regierungskommissaren vorgebrachten Fragen und Empfehlungen;

5° die Abgabe von Stellungnahmen, Empfehlungen und Vorschläge an den Verwaltungsrat, den er im Bereich der Finanzverwaltung berät.

Der interne Auditausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die Ausführung seiner Aufgaben, und wenigstens dann, wenn Letzterer den Jahresabschluss erstellt.

§ 4. Die Arbeitsweise des internen Auditausschusses und die Entlohnung seiner Mitglieder werden in den Satzungen der Gesellschaft bestimmt.

Die Anzahl Versammlungen des internen Auditausschusses, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld geben, darf drei im Jahr nicht überschreiten.”.

**Art. 6** - Artikel 113 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 7** - Artikel 114 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

**Art. 8** - In demselben Gesetzbuch wird die Überschrift von Punkt F von Unterabschnitt 1 von Kapitel III von Titel III durch Folgendes ersetzt: "F. Interner Auditausschuss".

**Art. 9** - Artikel 175.12 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 175.12. Gemäß den Bestimmungen von Artikel 15<sup>quater</sup> des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018 zur Abänderung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, bildet der Verwaltungsrat der Gesellschaft in seiner Mitte zwecks Vermeidung der Interessenkonflikte und zur Gewährleistung der Transparenz der Aktivitäten und der Privateinnahmen einen Auditausschuss, der die Bezeichnung "interner Auditausschuss" erhält.

Der interne Auditausschuss setzt sich aus drei Mitgliedern aus dem Verwaltungsrat zusammen.

Der Vorsitzende des internen Auditausschusses wird von den Mitgliedern des Ausschusses bezeichnet.

Mindestens ein Mitglied des internen Auditausschusses verfügt über eine praktische Erfahrung oder Fachkenntnisse im Bereich der Buchführung oder des Audits.

Der Generaldirektor der Gesellschaft wird zu den Versammlungen mit beratender Stimme geladen.

§ 2. Der interne Auditausschuss wird unterstützt von:

1° einem Vertreter des Rechnungshofes;

2° den gemäß Artikel 175.15 bezeichneten Revisoren;

3° den Kommissaren der Regierung unter den in Artikel 175.16 festgesetzten Bedingungen;

4° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen;

5° zwei Vertretern der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilung Kassenwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie und der Finanzinspektion bestellt werden.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestimmt die Aufgaben des internen Auditausschusses, die mindestens die folgenden Aufgaben umfassen:

1° die Mitteilung an den Verwaltungsrat von Informationen über die Ergebnisse der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und von Erklärungen über die Art und Weise wie die gesetzliche Kontrolle des Jahresabschlusses zur Integrität der finanziellen Information beigetragen hat, und über die Rolle, die der interne Auditausschuss im Verfahren gespielt hat;

2° die Überwachung des Prozesses zur Erstellung der finanziellen Information und Vorstellung von Empfehlungen oder Vorschlägen, um deren Unversehrtheit zu gewährleisten;

3° die Überwachung der Effizienz der Systeme für die interne Kontrolle und das Risikomanagement der Einrichtung sowie der Überwachung des internen Audits und dessen Effizienz;

4° die Überwachung der gesetzlichen Kontrolle der Jahresabrechnungen, einschließlich der Weiterbehandlung der von den Regierungskommissaren vorgebrachten Fragen und Empfehlungen.

5° die Abgabe von Stellungnahmen, Empfehlungen und Vorschläge an den Verwaltungsrat, den er im Bereich der Finanzverwaltung berät.

Der interne Auditausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die Ausführung seiner Aufgaben, und wenigstens dann, wenn Letzterer den Jahresabschluss erstellt.

§ 4. Die Arbeitsweise des internen Auditausschusses und die Entlohnung seiner Mitglieder werden in den Satzungen der Gesellschaft bestimmt.

Die Anzahl Versammlungen des internen Auditausschusses, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld geben, darf drei im Jahr nicht überschreiten.

**Art. 10** - Artikel 185*bis* desselben Gesetzbuches, abgeändert von dem Programmdekret vom 17. Juli 2018 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen in Sachen Beschäftigung, Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Umwelt, ökologischer Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität und Transportwesen, Energie, Klima, Flughafenpolitik, Tourismus, Landwirtschaft, Natur und Forstwesen, lokale Behörden und Wohnungswesen, wird durch Folgendes ersetzt:

« Art. 185*bis*. § 1. Die Kontrolle der Finanzlage, der Jahresrechnung und der Richtigkeit der in der Jahresrechnung festzustellenden Buchungen insbesondere hinsichtlich des Gesetzbuches über die Gesellschaften und der Satzungen der Gesellschaft wird einem oder mehreren Revisoren und einem Vertreter des Rechnungshofs anvertraut; diese handeln als Kollegium.

§ 2. Der bzw. die Revisoren werden von der Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Unternehmensrevisoren (natürlichen oder juristischen Personen) ausgesucht und ernannt. Der Vertreter des Rechnungshofs wird auf Vorschlag des Rechnungshofs von der Generalversammlung bezeichnet.

§ 3. Der in Artikel 143 des Gesetzbuches über die Gesellschaften erwähnte Bericht wird dem Verwaltungsrat der Gesellschaft und gleichzeitig der Regierung übermittelt. »

**Art. 11** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 185*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 185*ter* - Gemäß den Bestimmungen von Artikel 15*quater* des Dekrets vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters, eingefügt durch das Dekret vom 29. März 2018 zur Abänderung der Dekrete vom 12. Februar 2004 über das Statut des öffentlichen Verwalters und des Dekrets vom 12. Februar über die Regierungskommissare und die Kontrollaufgaben der Revisoren innerhalb der Einrichtungen öffentlichen Interesses, bildet der Verwaltungsrat des Fonds in seiner Mitte zwecks Vermeidung der Interessenkonflikte und zur Gewährleistung der Transparenz der Aktivitäten und der Privateinnahmen einen Auditausschuss, der die Bezeichnung "interner Auditausschuss" erhält. »

Der interne Auditausschuss setzt sich aus drei Mitgliedern aus dem Verwaltungsrat zusammen.

Der Vorsitzende des internen Auditausschusses wird von den Mitgliedern des Ausschusses bezeichnet.

Mindestens ein Mitglied des internen Auditausschusses verfügt über eine praktische Erfahrung oder Fachkenntnisse im Bereich der Buchführung oder des Audits.

Der Generaldirektor des Fonds wird zu den Versammlungen mit beratender Stimme geladen.

§ 2. Der interne Auditausschuss wird unterstützt von:

1° einem Vertreter des Rechnungshofes;

2° den gemäß Artikel 185*bis* bezeichneten Revisoren;

3° den Kommissaren der Regierung unter den in Artikel 185 festgesetzten Bedingungen;

4° einem Mitglied der Zelle für finanzielle Informationen;

5° zwei Vertretern der Region, die von der Regierung innerhalb der Abteilung Kassenwesen des öffentlichen Dienstes der Wallonie Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie und der Finanzinspektion bestellt werden.

§ 3. Der Verwaltungsrat bestimmt die Aufgaben des internen Auditausschusses, die mindestens die folgenden Aufgaben umfassen:

1° die Mitteilung an den Verwaltungsrat von Informationen über die Ergebnisse der gesetzlichen Kontrolle des Jahresabschlusses und von Erklärungen über die Art und Weise wie die gesetzliche Kontrolle des Jahresabschlusses zur Integrität der finanziellen Information beigetragen hat, und über die Rolle, die der interne Auditausschuss im Verfahren gespielt hat;

2° die Überwachung des Prozesses zur Erstellung der finanziellen Information und Vorstellung von Empfehlungen oder Vorschlägen, um deren Unversehrtheit zu gewährleisten;

3° die Überwachung der Effizienz der Systeme für die interne Kontrolle und das Risikomanagement der Einrichtung sowie der Überwachung des internen Audits und dessen Effizienz;

4° die Überwachung der gesetzlichen Kontrolle der Jahresabrechnungen, einschließlich der Weiterbehandlung der von den Regierungskommissaren vorgebrachten Fragen und Empfehlungen.

5° die Abgabe von Stellungnahmen, Empfehlungen und Vorschläge an den Verwaltungsrat, den er im Bereich der Finanzverwaltung berät.

Der interne Auditausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht über die Ausführung seiner Aufgaben, und wenigstens dann, wenn Letzterer den Jahresabschluss erstellt.

§ 4. Die Arbeitsweise des internen Auditausschusses und die Entlohnung seiner Mitglieder werden in den Satzungen des Fonds bestimmt.

Die Anzahl Versammlungen des internen Auditausschusses, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld geben, darf drei im Jahr nicht überschreiten. ».

**Art. 12** - In Artikel 191 § 2 Punkt B, Absatz 3 desselben Gesetzbuches werden die Wörter " am Tag seiner Zustellung an die juristische Person, die die Zulassung beantragt" durch die Wörter "an dem von der Regierung bestimmten Datum" ersetzt.

**Art. 13** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel 192/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 192/1. § 1. Die Regierung erkennt einen repräsentativen Verband für jeden Typ der in Artikel 191 erwähnten Einrichtungen mit sozialem Zweck an.

§ 2. Um von der Regierung anerkannt zu werden, erfüllt jeder Verband die folgenden Bedingungen:

1° in der Form einer Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gegründet worden sein;

2° als effektive Mitglieder mindestens 60 % der zugelassenen Einrichtungen mit sozialem Zweck, die er vertritt, kennen, nämlich entweder die Agenturen für soziale Wohnungen oder die Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens oder aber die Wohnviertelregionen;

3° in seinen Satzungen ausdrücklich angeben, dass sein Gesellschaftszweck darin besteht, entweder die Agenturen für soziale Wohnungen oder die Vereinigungen zur Förderung des Wohnungswesens oder aber die Wohnviertelregionen zu vertreten, ihre Interesse zu verteidigen und die Aktivitäten ihres Sektors zu fördern.

§ 3. Die Anerkennungsanträge werden an die Regierung per Einschreiben oder durch jedes andere Mittel, das der Sendung ein sicheres Datum verleiht, gerichtet. Sie entscheidet innerhalb von zwei Monaten, nachdem sie überprüft hat, ob die in Paragraph 2 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind.

§ 4. Der Verband strebt die folgenden Aufgaben an:

1° seine Mitglieder bei den politischen und institutionellen Instanzen sowie bei dem Fonds zu vertreten, um einer konzertierten Stimme des Sektors Gehör zu schaffen;

2° die Anliegen seiner Mitglieder innerhalb der sozialen Konzertierungsinstanzen weiterzuleiten;

3° die Veranstaltung von Ausbildungen zugunsten seiner Mitglieder;

4° der Austausch von Informationen, Statistiken oder guter fachlichen Praxis zwischen seinen Mitgliedern, innerhalb seines Sektors, mit den anderen Sektoren, mit ähnlichen Vereinen oder Einrichtungen in den angrenzenden Regionen oder Gemeinschaften oder in anderen Ländern.

§ 5. Innerhalb der Begrenzungen der verfügbaren Haushaltsmittel gewährt die Regierung jedem repräsentativen Verband einen jährlichen Zuschuss.

Dieser Zuschuss wird gewährt, wenn der repräsentative Verband der Regierung innerhalb der von ihr festgesetzten Fristen einen jährlichen Tätigkeitsbericht sowie die Belege übermittelt.

§ 6. Der repräsentative Verband unterliegt der Kontrolle der Dienststellen der Regierung, die von Letzterer bestimmt werden.

§ 7. Die Regierung kann für eine einmal erneuerbare Dauer von drei Monaten die Anerkennung eines repräsentativen Verband aussetzen, wenn die in § 2 vorgesehenen Bedingungen nicht mehr erfüllt sind. Nach Ablauf der Aussetzungsfrist kann die Regierung, wenn die vorgenannten Bedingungen immer noch nicht erfüllt sind, ihre Anerkennung entziehen."

**Art. 14** - In Artikel 200/1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter "Auditausschuss" werden jedes Mal durch die Wörter "Auditausschuss Wohnungswesen" ersetzt.

2° es wird ein § 7 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 7. Die Zusammensetzung, die Arbeitsweise und die Vergütung der Mitglieder der Auditausschüsse "Wohnungswesen" werden in den Satzungen jeder der betroffenen Einrichtungen definiert.

Für jeden Auditausschuss darf die Anzahl Versammlungen, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld geben, vier im Jahr nicht überschreiten."

**Art. 15** - In Artikel 200/1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter « Auditausschuss » werden jedes Mal durch die Wörter "Auditausschuss Wohnungswesen" ersetzt.

2° er wird durch einen Paragraphen 9 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 9. Die Zusammensetzung, die Arbeitsweise und die Vergütung der Mitglieder der Auditausschüsse im Sinne von § 1 werden in den Satzungen jeder der betroffenen Einrichtungen definiert.



Für jeden Auditausschuss darf die Anzahl Versammlungen, die Anspruch auf Anwesenheitsgeld geben, vier im Jahr nicht überschreiten. ».

KAPITEL II — *Bestimmungen zur Abänderung des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag*

**Art. 16** - Kapitel II des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag wird mit einem Abschnitt 15 mit dem Überschrift "Abschnitt 15 - Schlichtung der Konflikte" ergänzt.

**Art. 17** - In dasselbe Dekret wird ein Artikel 51/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

« Art. 51/1. § 1. Unbeschadet der Befassung einer Gerichtsbarkeit können die Parteien ihre Streitigkeit gütlich regeln, indem sie solche alternative Regelungsverfahren wie die Mediation, das Schiedsverfahren oder das Güteverfahren in Anspruch nehmen.

§ 2. Die Parteien können vereinbaren, ihre Streitigkeit nach deren Entstehen einem Schlichter zu unterwerfen.

Jede Schiedsklausel, die vor dem Entstehen der Streitigkeit vereinbart wurde, gilt als ungeschrieben.".

**Art. 18** - In Artikel 91, Absatz 2 desselben Dekrets, abgeändert durch das Dekret vom 21. Juni 2018 zur Abänderung von Artikel 57 des Dekrets vom 15. März 2018 über den Wohnmietvertrag zwecks der Streichung der auf die am 1. April 2016 laufenden Mietverträge für den Hauptwohnsitz anwendbaren Indexierungsformel werden die Wörter "Für die am 31. März 2018 laufenden Mietverträge" durch die Wörter "Für die am 1. April 2016 laufenden Mietverträge" ersetzt."

KAPITEL III — *Schlussbestimmungen*

**Art. 19** - Das vorliegende Dekret tritt am 1. März 2019 in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 17, der am 1. September 2018 wirksam wird.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 2. Mai 2019.

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

—  
Fußnote

(1) Sitzung 2018-2019.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1313 (2018-2019) Nrn. 1 bis 3.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 30. April 2019.

Diskussion

Abstimmung

—  
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/202569]

**2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen en van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst (1)**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen*

**Artikel 1.** Artikel 30 van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017 houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 30. De woning van openbaar nut die aan een gemeente of een OCMW toebehoort, die niet in aanmerking gekomen is voor een tegemoetkoming voor haar oprichting of renovatie als transitwoning en de andere woning van openbaar nut die aan een gemeente of een OCMW toebehoort, dan de transitwoning die in aanmerking gekomen is voor een tegemoetkoming voor haar oprichting of renovatie en waarvan de opgelegde duur van bestemming is verstreken, kan volgens de door de Regering vastgestelde modaliteiten als transitwoning erkend worden."

**Art. 2.** Artikel 31 van hetzelfde Wetboek, opgeheven bij het decreet van 1 juni 2017 houdende wijziging van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen wordt hersteld in de volgende lezing:

"Art. 31. Wanneer een tegemoetkoming op basis van het in artikel 188 bedoelde programma aan een rechtspersoon wordt toegekend, wordt de toekenning van de tegemoetkoming voor de in artikel 29, § 1, 1<sup>o</sup>, bedoelde verrichtingen ondergeschikt gemaakt aan de naleving van de volgende voorwaarden:

1<sup>o</sup> De rechtspersoon legt het stedenbouwkundig en architectonisch voorontwerp betreffende de opzet van de op te richten, te renoveren, te herstructureren, te verbeteren of vrij te waken woningen, gebouwen en voorzieningen onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten ter goedkeuring voor;

2<sup>o</sup> De beslissingen tot vaststelling van de voorwaarden van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan het bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, worden onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten ter goedkeuring voorgelegd.

Iedere beslissing m.b.t. de gunning van bovenvermelde opdrachten kan volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten geschorst of nietig verklaard worden;

3<sup>o</sup> Iedere beslissing m.b.t. de gunning van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag hoger is dan of gelijk is aan het bedrag vastgesteld overeenkomstig artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup>, a) van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, kan volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten geschorst of nietig verklaard worden;

§ 4. Bij gemotiveerde beslissing en in functie van de omvang van de opdracht en het resultaat van de audit uitgevoerd bij de rechtspersoon kunnen de beslissingen m.b.t. de keuze van de gunningwijze, de vastlegging van de voorwaarden en de gunning van de opdrachten aan bijkomende adviezen voorgelegd worden volgens de door de Regering vastgestelde voorwaarden en modaliteiten."

**Art. 3.** In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van onderafdeling 1 van afdeling 8 van Hoofdstuk I van Titel III vervangen als volgt: "Onderafdeling 1 - Intern auditcomité."

**Art. 4.** Artikel 112 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 112. § 1. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15<sup>quater</sup> van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2008 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut om belangenconflicten te voorkomen en om de transparantie van de activiteiten en particuliere inkomsten te verzekeren richt de raad van bestuur van de "Société" in zijn midden een auditcomité genoemd "Intern Auditcomité" op.

Het intern Auditcomité bestaat uit drie leden uit de Raad van bestuur.

De voorzitter van het intern Auditcomité wordt door de leden van het Comité aangewezen.

Minstens één lid van het intern Auditcomité beschikt over een praktische ervaring of technische kennis inzake boekhouding en audit.

De Directeur-generaal van de "Société" en de adjunct-directeur-generaal worden met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 2. Het intern Auditcomité wordt bijgestaan door:

1. een vertegenwoordiger van het Rekenhof;
2. de overeenkomstig artikel 116 aangewezen revisoren;
3. de Regeringscommissarissen onder de in artikel 115, § 4, gestelde voorwaarden;

4<sup>o</sup> een lid van de financiële Informatiecel;

5<sup>o</sup> twee vertegenwoordigers van het Gewest, die de Regering aanwijst binnen het Departement Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën en van de Inspectie van financiën.

§ 3. De Raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het intern Auditcomité, die minimum de volgende opdrachten omvatten:

1<sup>o</sup> de mededeling aan de Raad van bestuur van inlichtingen over de resultaten van de wettelijke controle op de jaarrekeningen en van uitleg over de wijze waarop de wettelijke controle op de jaarrekeningen bijgedragen heeft tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol die het intern Auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2<sup>o</sup> de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te waarborgen;

3<sup>o</sup> de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4<sup>o</sup> de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen die door de Regeringscommissarissen worden geformuleerd;

5<sup>o</sup> het opstellen van adviezen, aanbevelingen en voorstellen voor de Raad van bestuur die het adviseert inzake financieel beheer.

Het intern Auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan de Raad van bestuur over de uitoefening van zijn opdrachten, minstens bij de opstelling door laatstgenoemde van de jaarrekeningen.

§ 4. De werkwijze van het intern Auditcomité en de bezoldiging van de leden ervan worden in de statuten van de Maatschappij vastgelegd.

Het aantal vergaderingen van het intern Auditcomité die aanleiding geven tot de toekenning van een presentiegeld mag niet hoger zijn dan drie per jaar."

**Art. 5.** Artikel 113 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 6.** Artikel 114 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 7.** In hetzelfde Wetboek wordt het opschrift van punt F. van onderafdeling 4 van afdeling 1 van Hoofdstuk III van Titel III vervangen als volgt: "F. Intern auditcomité."

**Art. 8.** Artikel 175.12 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 175.12. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15<sup>quater</sup> van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2008 tot wijziging van het decreet van 12 februari 2004 betreffende het statuut van de overheidsbestuurder en van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut om belangenconflicten te voorkomen en om de transparantie van de activiteiten en particuliere inkomsten te verzekeren richt de Raad van bestuur van de "Société" in zijn midden een auditcomité genoemd "intern Auditcomité" op.

Het intern Auditcomité bestaat uit drie leden uit de Raad van bestuur.

De voorzitter van het intern Auditcomité wordt door de leden van het Comité aangewezen.

Minstens één lid van het intern Auditcomité beschikt over een praktische ervaring of technische kennis inzake boekhouding en audit.

De Directeur-generaal van de "Société" wordt met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 2. Het intern Auditcomité wordt bijgestaan door:

1. een vertegenwoordiger van het Rekenhof;
2. de overeenkomstig artikel 175.15 aangewezen revisoren;
- 3° de Regeringscommissarissen onder de in artikel 175.16 gestelde voorwaarden;
- 4° een lid van de financiële Informatiecel;

5° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die de Regering aanwijst binnen het Departement Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën en van de Inspectie van financiën.

§ 3. De Raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het intern Auditcomité, die minimum de volgende opdrachten omvatten:

1° de mededeling aan de Raad van bestuur van inlichtingen over de resultaten van de wettelijke controle op de jaarrekeningen en van uitleg over de wijze waarop de wettelijke controle op de jaarrekeningen bijgedragen heeft tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol die het intern Auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te waarborgen;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen die door de Regeringscommissarissen worden geformuleerd;

5° het opstellen van adviezen, aanbevelingen en voorstellen voor de Raad van bestuur die het adviseert inzake financieel beheer.

Het intern Auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan de Raad van bestuur over de uitoefening van zijn opdrachten, minstens bij de opstelling door laatstgenoemde van de jaarrekeningen.

§ 4. De werkwijze van het intern Auditcomité en de bezoldiging van de leden ervan zijn vastgelegd in de statuten van de Maatschappij

Het aantal vergaderingen van het intern Auditcomité die aanleiding geven tot de toekenning van een presentiegeld mag niet hoger zijn dan drie per jaar."

**Art. 9.** Artikel 185<sup>bis</sup> van hetzelfde Wetboek, zoals gewijzigd bij het programmadecreet van 17 juli 2018 houdende verschillende maatregelen inzake tewerkstelling, vorming, economie, industrie, onderzoek, innovatie, digitale technologieën, leefmilieu, ecologische overgang, ruimtelijke ordening, openbare werken, mobiliteit en vervoer, energie, klimaat, luchthavenbeleid, toerisme, landbouw, natuur, bossen, plaatselijke besturen en huisvesting wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 185<sup>bis</sup>. § 1. De controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid van de verrichtingen die in de jaarrekeningen vastgesteld dienen te worden, meer bepaald ten opzichte van het Wetboek van vennootschappen en van de statuten van de "Société", wordt toevertrouwd aan één of meerdere revisoren van het Rekenhof, die collegiaal handelen.

§ 2. De revisor of de revisoren worden door de algemene vergadering uit de leden, natuurlijke of rechtspersonen, van het Instituut der Bedrijfsrevisoren benoemd. De vertegenwoordiger van het Rekenhof wordt door de algemene vergadering op voordracht van laatstgenoemde aangewezen.

§ 3. Het in artikel 143 van het Wetboek van vennootschappen bedoelde verslag wordt tegelijkertijd als het aan de raad van bestuur van de "Société" wordt overgemaakt, aan de Regering overgemaakt.

**Art. 10.** In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 185<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 185<sup>ter</sup>. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 15<sup>quater</sup> van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de overheidsbestuurder, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2008 betreffende de Regeringscommissarissen en de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut om belangenconflicten te voorkomen en om de transparantie van de activiteiten en particuliere inkomsten te verzekeren richt de raad van bestuur van het Fonds in zijn midden een auditcomité genoemd "intern Auditcomité" op.

Het intern Auditcomité bestaat uit drie leden uit de Raad van bestuur.

De voorzitter van het intern Auditcomité wordt door de leden van het Comité aangewezen.

Minstens één lid van het intern Auditcomité beschikt over een praktische ervaring of technische kennis inzake boekhouding en audit.

De Directeur-generaal van het Fonds wordt met raadgevende stem op de vergaderingen uitgenodigd.

§ 2. Het intern Auditcomité wordt bijgestaan door:

1. een vertegenwoordiger van het Rekenhof;
- 2° de overeenkomstig artikel 185<sup>bis</sup> aangewezen revisoren;
- 3° de Regeringscommissarissen onder de in artikel 185 gestelde voorwaarden;

4° een lid van de financiële Informatiecel;

5° twee vertegenwoordigers van het Gewest, die de Regering aanwijst binnen het Departement Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst Begroting, Logistiek en Informatie- en Communicatietechnologieën en van de Inspectie van financiën.

§ 3. De Raad van bestuur bepaalt de opdrachten van het intern Auditcomité, die minimum de volgende opdrachten omvatten:

1° de mededeling aan de Raad van bestuur van inlichtingen over de resultaten van de wettelijke controle op de jaarrekeningen en van uitleg over de wijze waarop de wettelijke controle op de jaarrekeningen bijgedragen heeft tot de integriteit van de financiële informatie en over de rol die het intern Auditcomité in dit proces heeft gespeeld;

2° de opvolging van het proces voor de uitwerking van de financiële informatie en aanbevelingen of voorstellen om er de integriteit van te waarborgen;

3° de opvolging van de doeltreffendheid van de systemen voor interne controle en beheersing van de risico's van de instelling, evenals de opvolging van de interne audit en de doeltreffendheid ervan;

4° de opvolging van de wettelijke controle van de jaarrekeningen, met inbegrip van de opvolging van de vragen en aanbevelingen die door de Regeringscommissarissen worden geformuleerd;

5° het opstellen van adviezen, aanbevelingen en voorstellen voor de Raad van bestuur die het adviseert inzake financieel beheer.

Het intern Auditcomité brengt regelmatig verslag uit aan de Raad van bestuur over de uitoefening van zijn opdrachten, minstens bij de opstelling door laatstgenoemde van de jaarrekeningen.

§ 4. De werkwijze van het intern Auditcomité en de bezoldiging van de leden ervan worden in de statuten van het Fonds vastgelegd.

Het aantal vergaderingen van het intern Auditcomité die aanleiding geven tot de toekenning van een presentiegeld mag niet hoger zijn dan drie per jaar.”.

**Art. 11.** In artikel 191, § 2, punt B., derde lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden “waarop daar kennis van wordt gegeven aan de rechtspersoon die om de erkenning verzoekt.” vervangen door de woorden “die door de Regering wordt bepaald.”

**Art. 12.** In hetzelfde Wetboek wordt er een artikel 192/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 192/1. § 1. De Regering erkent een representatieve federatie van elk soort instellingen met sociale doeleinden die in artikel 191 bedoeld zijn.

§ 2. Om door de Regering erkend te worden, moet elke representatieve federatie voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstgevend oogmerk;

2° als gewoon lid ten minste 60 % van de erkende instellingen met sociale doeleinden in de sector die zij vertegenwoordigt, namelijk de agentschappen voor sociale huisvesting, de verenigingen ter bevordering van de huisvesting of de buurtregieën kennen;

3° in haar statuten uitdrukkelijk vermelden dat haar maatschappelijk doel is ofwel de sociale agentschappen voor sociale huisvesting, ofwel de woningbouwverenigingen, ofwel de buurtregieën te vertegenwoordigen, hun belangen te verdedigen en de activiteiten van hun sector te promoten.

§ 3. De erkenningsaanvragen worden bij aangetekend schrijven of door elk middel dat een vaste datum aan de zending verleent, aan de Regering gericht. Ze beslist binnen twee maanden nadat ze heeft onderzocht of de in paragraaf 2 bedoelde voorwaarden worden vervuld.

§ 4. De Federatie vervult de volgende opdrachten:

1° haar leden vertegenwoordigen bij de politieke en institutionele instellingen en bij het Fonds, door de sector een gezamenlijke stem te geven;

2° de zorgen van haar leden door te geven aan de organen voor sociaal overleg;

3° de organisatie van opleidingen ten gunste van haar leden;

4° de uitwisseling van informatie, statistieken of goede praktijken tussen haar leden, binnen haar sector, met andere sectoren, met verenigingen of soortgelijke organisaties in aangrenzende Gewesten of Gemeenschappen of in andere landen.

§ 5. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kent de Regering een jaarlijkse toelage aan elke representatieve Federatie toe.

Deze toelage wordt toegekend indien de representatieve Federatie een jaarlijks activiteitenverslag alsook de bewijsstukken aan de Regering overmaakt binnen de door haar bepaalde termijnen.

§ 6. De federatieve Federatie onderwerpt zich aan de controle van de overheidsdiensten die zij aanwijst.

§ 7. De Regering kan de erkenning van een representatieve federatie voor een verlengbare periode van drie maanden schorsen wanneer niet langer wordt voldaan aan de voorwaarden voorzien in § 2. Na het verstrijken van de schorsingstermijn kan de Regering, indien nog niet aan de bovengenoemde voorwaarden is voldaan, de erkenning intrekken.”.

**Art. 13.** In artikel 200/1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord “auditcomité” wordt telkens vervangen door de woorden “auditcomité “huisvesting””;

2° er wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt:

“ § 7. De samenstelling, de werkwijze en de bezoldiging van de leden van de auditcomités “huisvesting” worden vastgesteld in de statuten van elke van de betrokken instellingen.

Voor elk auditcomité mag het aantal vergaderingen die aanleiding geven tot de toekenning van een presentiegeld, niet hoger zijn dan vier per jaar.”.

**Art. 14.** In artikel 200/1 van hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° het woord "auditcomité" wordt telkens vervangen door de woorden "auditcomité "huisvesting"";

2° er wordt een paragraaf 9 ingevoegd, luidend als volgt:

" § 9. De samenstelling, de werkwijze en de bezoldiging van de leden van de auditcomités "huisvesting" worden vastgesteld in de statuten van elke van de betrokken instellingen.

Voor elk auditcomité mag het aantal vergaderingen die aanleiding geven tot de toekenning van een presentiegeld, niet hoger zijn dan vier per jaar."

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst*

**Art. 15.** Hoofdstuk II van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst wordt aangevuld met een afdeling 15 met als opschrift "Afdeling 15 - Oplossing van conflicten".

**Art. 16.** In hetzelfde decreet wordt een artikel 51/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 51/1. § 1. Onverminderd het aanhangig zijn bij een rechtbank, kunnen de partijen hun geschil in der minne schikken door middel van alternatieve geschillenbeslechtsprocedures zoals bemiddeling, arbitrage of verzoening.

§ 2. De partijen kunnen overeenkomen om hun geschil aan een arbiter voor te leggen na het ontstaan van het geschil.

Elk arbitragebeding dat vóór het ontstaan van het geschil overeengekomen is, wordt voor niet geschreven gehouden."

**Art. 17.** In artikel 91, tweede lid, van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 21 juni 2018 met het oog op de wijziging van artikel 57 van het decreet van 15 maart 2018 betreffende de woninghuurovereenkomst waarbij beoogd wordt de indexeringsformule voor huurgelden, van toepassing op de huurovereenkomsten voor een hoofdverblijfplaats, die lopen op 1 april 2016, af te schaffen worden de woorden "Voor de huurovereenkomsten die op 31 maart 2018 lopende zijn" vervangen door de woorden "Voor de huurovereenkomsten die op 1 april 2016 lopende zijn".

#### HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

**Art. 18.** Dit decreet treedt in werking op 1 maart 2019, met uitzondering van artikel 17 dat op 1 september uitwerking heeft

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging  
A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE

—  
Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement, 1313 (2018-2019) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 30 mei 2019.

Bespreking.

Stemming.